

**88 % DES STAGIAIRES EN MÉDECINE SE DISENT CONSTAMMENT FATIGUÉS** P. 8

lesoir immo

**Reyers, futur square européen des médias**

# LE SOIR

**FOOTBALL**  
Hécatombe chez les Diabes  
P. 22 & 23



JOSEPH STIGLITZ AU « SOIR »  
**« Si j'étais jeune, je marcherais pour le climat »**



Le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz était ce mercredi l'invité du Soir. A 75 ans, celui qui a enseigné dans les plus prestigieuses universités américaines et a été le conseiller du président Clinton jure que s'il avait 20 ans, il marcherait tous les jeudis pour le climat. P. 20 & 21

**EXPO**  
Liège accueille le génie visionnaire de Léonard de Vinci  
P. 17



**VISAPOURLAFLANDRE**  
Nos ancêtres les Bourguignons enflamment la Flandre  
P. 21

## La voiture perd du terrain à Bruxelles

**De plus en plus de navetteurs viennent travailler dans la capitale en train. La voiture reste le moyen privilégié, mais son utilisation recule de 20 %.**

Les résultats de la cinquième édition de l'étude fédérale sur les déplacements domicile-travail montrent le succès grandissant des transports en commun et du vélo pour se rendre au travail. La première enquête du SPF Mobilité avait été menée en 2005, la nouvelle porte sur

2017. En 12 ans l'utilisation du vélo a progressé de 43 %. On constate également un succès grandissant pour les déplacements en train (+11,6 %) ou avec d'autres transports en commun (+15 %). Reste que dans 65 % des cas, le travailleur se rend à son boulot seul dans sa voiture. En 2005, ce pourcentage était de 66,8 %.

Ces chiffres moyens cachent des contrastes considérables entre les Régions. Déjà très élevée, l'utilisation du train et des transports en commun continue à progresser à Bruxelles. Mais c'est surtout le vélo qui explose: +259% de progression, même si la part modale reste encore mo-

deste. Ceux qui viennent travailler dans la capitale le font donc de plus en plus en utilisant le train. Désormais, ils sont presque aussi nombreux (34%) que ceux qui prennent leur voiture (36,2 %). Les optimistes y verront le résultat de l'amélioration de l'offre ferroviaire en direction de la capitale. Les pessi-

mistes incrimineront la persistance des embouteillages dans et aux abords de la capitale. La Région bruxelloise est également toujours davantage rejointe à moto (+ 70% par rapport à 2005). ■

► P. 2 & 3  
**NOS INFORMATIONS**

**TECHNO**  
Stadia, ou la mort de la console de jeu  
P. 28

## La Commission met à nouveau Google à l'amende

La Commission européenne a infligé ce mercredi une nouvelle amende au géant américain de l'internet, cette fois de 1,49 milliard d'euros, pour avoir abusé de sa position dominante en matière de publicité en ligne. L'affaire concerne plus précisément la régie publi-

citaire de Google, AdSense. Cette sanction financière de 1,49 milliard d'euros est la troisième infligée en moins de deux ans par l'exécutif européen, gardien de la concurrence en Europe. Elle est toutefois bien moins élevée que les deux premières. En juillet 2018, le groupe de Mountain

View avait été sommé de payer 4,34 milliards d'euros pour avoir abusé de la position dominante d'Android, son système gratuit d'exploitation pour smartphone, afin d'asseoir la suprématie de son service de recherche en ligne. Et un an auparavant, le 27 juin 2017, c'était une amende de

2,42 milliards d'euros pour avoir abusé de sa position dominante dans la recherche en ligne en favorisant son comparateur de prix « Google Shopping » au détriment de services concurrents. ■

► P. 16 **NOS INFORMATIONS**

**MÉDIAS**  
LN24 lance sa « matinale » dès mardi prochain  
P. 19



### L'ÉDITO

**Béatrice Delvaux**  
ÉDITORIALE EN CHEF



**ORBAN : PETITES PUNITIONS ENTRE AMIS**

Et voilà donc le Fidesz, le parti du dirigeant hongrois Viktor Orban suspendu jusqu'à nouvel ordre. Le Parti Populaire Européen (PPE) sort, lui, ce jeudi de la position de Ponce Pilate qui a été la sienne durant des années, mais de façon assez hypocrite. Orban et son parti sont en effet

publiquement déjugés mais il n'y a rien de définitif dans ce geste tardif posé, qui ne préfigure en rien d'une future exclusion. La logique « juridique » impose certes de donner un avertissement avant d'actionner le couperet. Mais cet avertissement était attendu depuis des années d'un PPE qui a longtemps fait preuve de lâcheté, fermant les yeux ou se contentant de mises au pas verbales sans effet sur le principal concerné. Il a fallu que Viktor Orban ose l'escalade dans les injures proférées à l'égard de l'Europe, de ses valeurs et de ses représentants pour qu'enfin, ses coreligionnaires européens passent de l'indignation aux actes. Personne n'était dupe hier, même pas ceux qui annonçaient la décision prise : cette suspen-

sion pour six mois a le mérite de botter en touche et de dégager la problématique « Orban » du champ électoral du PPE et surtout de son président Manfred Weber, candidat à la présidence de la Commission.

**Ce geste tardif ne préfigure en rien d'une future exclusion**

Acheter la paix en l'habillant en guerre : c'est cela la « suspension Orban ». Une autre version du beurre et de l'argent du beurre. Les dirigeants du PPE peuvent en effet revendiquer d'avoir été durs envers l'extrémiste populiste, tout en ne prenant pas le risque de la rupture et donc de la création, autour de lui, d'un groupe parlementaire concurrent. Quant

au principal intéressé, il pourra rester dans son rôle favori de victime, sans craindre les foudres du comité des sages auquel ses faits et gestes sont désormais soumis : le trio qui le compose n'a rien du géolier redoutable. Le problème Orban n'est donc pas réglé, il est simplement pour l'instant mis en carafe : on jugera après la mise en place d'une nouvelle commission. Six mois gagnés, c'est à l'aune de la politique européenne, une sorte d'éternité pour le PPE et Orban. Mais il faut être de bon compte : si cette suspension n'est pas tout, elle n'est pas rien non plus. En mettant Orban « à l'index », le PPE réaffirme en interne les lignes à ne pas franchir, mais met aussi la pression sur les autres

groupes du Parlement européen, dont les socialistes et les libéraux, qui ont aussi leurs « valets noirs ». Les Belges du PPE méritent en particulier d'être mentionnés : c'est eux, et singulièrement des francophones du CDH, qui ont mis la pression. Comme quoi, même quand on croit qu'on ne pèse rien ou si peu, il est utile de rappeler aux siens, la valeur des engagements.



DEMAIN LA TERRE	10	RÉGIONS	26-27	MARCHÉS	30
NÉCROLOGIE	25	TECHNO	28	TÉLÉVISION	31
PETITES ANNONCES	25	DÉTENTE	29	PETITE GAZETTE	32

20003113

*Comparer les promos ?*

**Pas besoin.**

Regardez vite en p. 5

**colruyt** meilleurs prix

l'invité de la rédaction

# « En 1940, personne n'a dit : d'argent pour combattre les N

**Le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz se réjouit de la vitalité des jeunes qui montent aux barricades pour le climat et vont forcer le nécessaire changement de paradigme économique.**

Joseph Stiglitz était ce mercredi l'invité du *Soir*. Le prix Nobel d'économie a enseigné dans les plus prestigieuses universités outre-Atlantique, mais aussi conseillé le président Clinton et... abandonné son poste de chief-economist de la Banque mondiale pour protester contre l'orthodoxie de l'institution internationale. A 75 ans passés, l'économiste jure qu'il marcherait lui aussi chaque jeudi dans nos rues s'il avait encore 20 ans. Son rôle, sans doute, est ailleurs : celui du sage, qui veut convaincre qu'il existe une alternative ; et que l'Union européenne, en particulier, doit réécrire ses règles de fonctionnement si elle veut assurer l'avenir de sa jeunesse et la pérennité du projet européen – ce qui constitue l'objet d'un rapport qu'il a coordonné à la demande de la Fondation européenne d'études progressistes, le think tank des sociaux-démocrates européens.

**Le président américain menace la Chine et l'Europe d'une guerre commerciale. Si d'autres dirigeants ne nient pas la nécessité de la lutte contre le changement climatique, les actes sont loin, très loin de suivre les paroles. Quelle est votre appréciation de l'état du monde aujourd'hui ?**

En tant qu'Américain, nous avons, depuis l'élection du président Trump, une vision assez sombre du monde. Mais il y a aussi des raisons d'être optimiste – en particulier, la vitalité des jeunes et du mouvement progressiste au sein du parti démocrate, avec notamment AOC (NDLR : Alexandria Ocasio-Cortez, nouvelle députée new-yorkaise) et Beto O'Rourke, qui a percé au Texas. Mais, au-delà des personnalités individuelles, je me réjouis surtout de voir les jeunes qui s'engagent, qui se sentent concernés par l'environnement et un tas d'autres problématiques, comme les inégalités, qui ont toujours été au centre de mes préoccupations.

**Le populisme ne serait donc pas une fatalité ?**

Pour parler des Etats-Unis, je ne peux pas cacher ma déception face à l'attitude des parlementaires républicains qui n'assurent pas le contrôle démocratique dont ils sont les garants. Mais heureusement, la justice fait son travail face à un gouvernement qui manque totalement de principes. Et si la présidence Trump est un révélateur de la crise de la politique américaine, elle n'a pas détruit nos institutions.

**Donald Trump serait-il le pire dirigeant de la planète ?**

Recip Erdogan et Rodrigo Duterte (NDLR : les présidents turc et philippin) n'ont pas, heureusement, le pouvoir de Donald Trump. Le président américain n'est peut-être pas le pire, mais son influence est extrêmement

forte et très négative : il soutient des gouvernements totalitaires, il encourage le sectarisme, il nourrit le sentiment anti-immigré, il nie le changement climatique ; et il pratique l'unilatéralisme dans un monde où nous devons toujours plus coopérer. Il est toxique.

**Chaque jeudi, les jeunes marchent dans nos rues, pour réclamer une action plus décisive de nos dirigeants face au changement climatique. Pensez-vous que la lutte contre le réchauffement constitue le principal défi aujourd'hui ?**

Le changement climatique est certainement la problématique qui parle le plus à la jeune génération – car, pour elle, c'est tout simplement une question existentielle. Le *New Green Deal*

(NDLR : vaste plan d'investissement défendu par la gauche du parti démocrate et de nombreuses organisations écologistes)

n'est pas seulement vert. La nécessité de réussir la transition climatique ne nous dispense pas, au contraire, de réfléchir à la manière dont il faut, simultanément, changer la structure économique. Cela, les jeunes le comprennent.

**Vous marcheriez avec les jeunes, si vous aviez 20 ans ?**

Je serais évidemment dans la rue, pour la même raison qu'eux : c'est leur avenir qui est en jeu. Si rien n'est fait – et aux Etats-Unis, les jeunes ont compris que la politique menée par Donald Trump n'y attache aucune importance – leur avenir est compromis. Quand j'étais jeune, je vivais dans une société où, un siècle après la Guerre de sécession, la ségrégation raciale existait encore ; et où les hommes politiques ne bougeaient pas. La société les a obligés à changer, notamment par les grandes marches en faveur des droits civils. J'ai marché à l'époque.

**Les jeunes nous disent : on a trouvé des milliards pour sauver les banques, pourquoi n'en trouve-t-on pas pour sauver le climat ? C'est naïf ?**

Non. Durant la Seconde Guerre mondiale, personne n'a dit : nous n'avons pas d'argent pour combattre le nazisme ; personne n'a proposé de réaliser d'abord une analyse coûts-bénéfices de l'entrée en guerre des Etats-Unis

**« L'idéologie change.**

**Les jeunes redécouvrent la nécessité de l'action collective »**

## Joseph Stiglitz

Récipiendaire en 2001 du Prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel, Joseph Stiglitz est né en 1943 à Gary (Indiana, États-Unis). Diplômé du Collège Amherst et du MIT, il a enseigné dans les plus prestigieuses universités américaines (Yale, MIT, Stanford, Princeton), ainsi qu'à Oxford. Il enseigne à l'université Columbia (New York) et est chief economist du Roosevelt Institute. Il a été l'un des conseillers économiques du président Clinton puis, de 1997 à 2000, économiste en chef de la Banque mondiale.

contre le Japon et l'Allemagne. Aujourd'hui, nous pouvons également dégager les moyens nécessaires face au défi climatique. D'abord parce qu'il y a des ressources sous-utilisées, notamment un sous-emploi important, chez les jeunes mais pas seulement. Si nous mettons ces gens au travail, il y aura de la croissance, le PIB augmentera et les Etats pourront lever des moyens pour financer la lutte contre le changement climatique. Cela sera-t-il suffisant ? Si nous décidons d'introduire des taxes environnementales de manière équitable – le mouvement français des « gilets jaunes » a bien montré que c'était une exigence ; si nous décidons de taxer les détenteurs de capital et les entreprises au même taux que les travailleurs, nous disposerons d'amples ressources. Aux Etats-Unis, nous devrions nous interroger sur l'opportunité de maintenir des dépenses militaires aussi élevées. A quoi servent-elles, alors que la Guerre froide est finie, sinon à soutenir le complexe militaro-industriel ?

**Mais nos sociétés sont-elles capables de changer si elles ne sont pas au bord du précipice, voire déjà en chute vers l'abîme ?** Dans l'histoire, il y a eu des périodes où des changements majeurs ont été initiés. Je pense, pour me référer à l'histoire américaine que je connais mieux, à l'ère progressiste de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, où les règles du jeu ont été modifiées, notamment par l'introduction des mesures antitrust. Dans les années 30 du siècle passé, face à la Grande dépression, on s'est rendu compte que le modèle économique ne fonctionnait pas bien, qu'il fallait réguler la finance, accroître la protection sociale... Et aujourd'hui aussi, l'idéologie change, notamment dans la jeune génération qui, aux Etats-Unis également, redécouvre la nécessité de l'action collective. ■

Propos recueillis par  
DOMINIQUE BERNIS  
BÉATRICE DELVAUX  
(AVEC ANNE-CÉCILE KIRRY, ST.)



A 75 ans passés, l'économiste jure qu'il marcherait lui aussi chaque jeudi dans nos rues s'il avait encore 20 ans. © SYLVAIN PIRAUX

## UE « Notre rapport est un ma

**Le rapport que vous avez coordonné à la demande de la Fondation européenne d'études progressistes s'intitule « Réécrire les règles de l'économie européenne. » Pourquoi ?**

L'économie européenne ne se porte pas bien. La croissance est faible ; le chômage reste élevé, notamment chez les jeunes. C'est pourquoi l'Europe doit changer les règles du jeu, afin de favoriser la croissance et le plein-emploi, et pérenniser ainsi le financement de l'Etat-providence. Le pacte de stabilité et de croissance n'a apporté ni la stabilité, ni la croissance. Face à la crise, alors que les Etats membres de l'Union monétaire s'étaient privés de deux instruments de politique macroéconomique – les taux d'intérêt et les taux de change –, le Pacte leur a lié les mains en matière budgétaire. Dans ces conditions, il était évident qu'il allait y avoir une sévère récession. Le mandat de la Banque centrale européenne (BCE), exclusivement axé sur l'inflation, a également joué un rôle néfaste, notamment quand son président Jean-Claude Trichet a relevé à deux reprises le taux directeur en 2011, totalement à contretemps.

**Les règles de l'Union monétaire décollent, dites-vous, de croyances erronées. Les créateurs de l'euro n'auraient-ils pas très bien compris l'économie ?**

L'Union monétaire a été fondée à une époque particulière, juste après la chute du Mur de Berlin. On a voulu y voir le triomphe du capitalisme occidental. C'était un contresens. La vérité était que le communisme s'était effondré. Mais cela a renforcé l'idéologie néolibérale, alors même que les

principales avancées théoriques des années 50 aux années 80 avaient mis en lumière les limites des marchés. Des gens se présentant comme des économistes ont utilisé une lecture simpliste de la théorie économique pour transformer l'agenda politique et diffuser cette idée qu'à la condition que l'Etat se retire et qu'une banque centrale indépendante maintienne un taux d'inflation faible, les marchés feraient le reste. Les règles budgétaires ont été inventées parce que les créateurs de l'Union monétaire craignaient qu'un



**« L'Europe a connu une croissance plus rapide avant l'arrivée du néolibéralisme »**

# ... nous n'avons pas ... azis »



## Manuel pour le changement »

déficit budgétaire dans un pays participant à la monnaie unique ne relance l'inflation chez ses partenaires. Or, le problème que l'Europe a rencontré, c'est au contraire, le fait qu'une croissance faible dans un pays affaiblit la croissance de ses partenaires. La zone euro a connu une récession dans la foulée de la crise financière, puis à nouveau en 2011 lors de la crise de l'euro. Nous sommes en 2019, et la croissance reste toujours faible. Tous les deux ans, on entend dire : la reprise est là ; puis, six mois plus tard, on doit constater que la reprise a fait long feu. Changer les règles du jeu ne veut pas nécessairement dire : changer les traités européens. Ça, c'est difficile. Mais on peut changer leur interprétation. L'objectif d'un taux d'inflation proche, mais inférieur à 2 % que s'est fixé la BCE, n'est pas inscrit dans les traités. Il est également possible, dans le cadre des traités, de redéfinir les règles budgétaires en excluant les dépenses publiques d'investissements. C'est une décision politique, pas constitutionnelle.

En Europe, le récit conventionnel identifie les Etats membres de la périphérie (du « Club Med ») comme les fauteurs de trouble. Votre récit dénonce au contraire la stratégie mercantiliste allemande et la concurrence fiscale que mènent des petits Etats membres comme le Luxembourg et l'Irlande.

La concurrence fiscale contredit la solidarité européenne. L'Irlande – mais elle n'est pas la seule – fait en effet les poches de ses partenaires européens. Et s'agissant des énormes surplus extérieurs allemands, il faut

se souvenir que Keynes, en 1944 quand il réfléchissait à la réforme du système monétaire international, avait proposé de taxer les pays en surplus, parce qu'il avait compris que la faiblesse de la demande intérieure dans ces pays ralentissait la croissance des autres pays. L'Europe doit revenir à des principes économiques bien établis, mais qui avaient été oubliés au début des années nonante.

**Sinon...**

L'Europe se condamne à une croissance faible et à plus d'inégalités. Et les conséquences politiques sont encore plus graves : montée des populismes et des extrémismes, remise en cause du modèle social et de la solidarité européenne et, à terme, du projet européen lui-même. Et c'est pourquoi il faut aussi changer le récit. Si tout le monde est conscient que l'économie européenne se porte mal, deux interprétations s'opposent : l'une, celle de l'ancien ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, affirme que les Etats n'ont pas suivi les règles de manière suffisamment rigoureuse ; l'autre, la nôtre, que ces règles sont mauvaises, que la situation serait bien pire si elles avaient été strictement appliquées et qu'il faut donc en changer. Nous voulons montrer, aux citoyens, mais aussi aux hommes et femmes politiques, qu'il y a une alternative. Offrir une autre vision, un manuel pour le changement. Quand certains ont proposé le néolibéralisme, de nombreux hommes et femmes politiques ont jugé que c'était une théorie plausible, même s'ils ne l'ont pas étudiée en grands détails. S'y tenir au-

jourd'hui n'est plus pardonnable, tant l'évidence indique que cela ne marche pas. Il faut tout de même se souvenir que l'Europe a connu des taux de croissance bien plus rapide après la Seconde Guerre mondiale et avant l'arrivée du néolibéralisme.

**L'Allemagne tire parti de la situation actuelle : un euro sous-évalué qui lui permet de compenser le manque de demande en provenance de ses partenaires européens par l'exportation lointaine, en Chine et dans les pays émergents, aux Etats-Unis. Tant que cela durera, Berlin ne sera pas prête à changer son fusil d'épaule...**

L'Allemagne a besoin de l'Europe. Si l'Italie devait quitter l'Union européenne, l'Allemagne en souffrirait. Or, le sentiment anti-européen s'accroît. Je pense que personne ne souhaite que l'Italie se tourne vers la Chine et la Russie. Mais posez-vous la question : si vous êtes un pays européen mais que vous n'obtenez rien de l'Union, si ses règles vous condamnent à une croissance très faible, ne serez-vous pas tenté, spécialement dans un environnement hostile, à vous tourner vers Moscou ou Pékin ? J'ai donc l'espoir que les dirigeants européens seront réalistes. ■

Propos recueillis par  
D.B., B.DX (AVEC CL.V.R., ST.)



Rewriting the rules of  
the European economy  
JOSEPH STIGLITZ  
disponible gratuitement  
sur le site  
www.feps-europe.eu

## #visapourlaflandre



**Béatrice Delvaux**

# Nos ancêtres les... Bourguignons

Et voilà un livre qui s'est vendu à 50.000 exemplaires en un mois de temps et est d'ores et déjà assuré d'une traduction en allemand et en anglais. Et voilà un auteur qui remplissait ce lundi une salle de 400 personnes à Strombeek-Bever, comme chaque jour de la semaine depuis un mois. Et voilà un travail décliné en podcasts d'une heure et demie sur Radio Klara et qui devrait faire l'objet de représentations en 2020 à la KBR, la Bibliothèque royale de Belgique.

La raison de cet engouement ? *De Bourgondiërs*, le dernier opus de l'auteur Bart Van Loo qui a déjà enthousiasmé Flamands et Néerlandais par sa capacité à faire vivre son *Napoléon* et son *Histoire chantée de la France*. Il a travaillé pendant quatre ans à ce nouvel ouvrage de 600 pages, plongé dans les livres, dialogué avec les médiévistes pour se consacrer finalement à l'écriture avec, aux pieds, des baskets neuves sur lesquelles il a fait inscrire « Philippe le Hardi ». Un accoutrement qui n'était pas qu'une coquetterie mais un rappel du pourquoi de ce plongeon bourguignon : « J'ai longtemps regardé vers la France, un pays pour lequel j'éprouve un amour infini. Mais soudain, je me suis interrogé sur mes racines, et je me suis littéralement mis dans les pas de mes pères fondateurs. »

### « Nos Pays-Bas, une invention bourguignonne »

« On pense toujours que notre histoire nationale remonte à 1585 et à l'éclatement des "Lage landen". On se souvient alors de la chute d'Anvers et de l'émergence des Pays-Bas, avec le rôle joué par Guillaume d'Orange considéré comme notre père fondateur. Or, c'est faux, notre histoire ne commence pas là », explique Bart Van Loo. « Notre vrai "point zéro" se trouve bien avant, avec la réunion en une seule entité de duchés et comtés féodaux qui appartenaient soit au Royaume de France ou au Saint Empire Germanique et qui formèrent bientôt une entité entre les deux grandes puissances : les Pays-Bas au sens historique du terme - les Pays-Bas actuels -, la Belgique et le Nord de la France. Les ducs de Bourgogne, Philippe le Hardi, Jean sans Peur, Philippe le Bon ont joué un rôle prédominant dans ce processus et s'érigent en fait comme les fondateurs des Pays-Bas réunis. Ces événements ne constituent pas seulement le récit fondateur oublié des Pays-Bas et de la Belgique, ils sont, par l'implication des grandes puissances de l'époque, des éléments primordiaux de l'histoire européenne. Nos Pays-Bas sont une invention bourguignonne et un point névralgique de l'Europe médiévale. »

### L'unification d'un « pays »

Si le livre de Bart Van Loo touche le spectateur, c'est par le recours au style, à l'humour, à l'anecdote et à la plongée dans la grande et la petite histoire. On sait tout de ces tournois et de ces banquets qui ont fait gagner ses galons de jouisseur à l'adjectif « bourguignon » et que Van Loo présente comme les instruments de propagande de Ducs batailleurs et conquérants. C'est aussi le trait que l'auteur tire entre ce passé et notre présent qui se révèle et intrigue. Van Loo montre ainsi l'unification d'un « pays », usant d'un euro avant la lettre, élaborant une grande réforme publique avec la création des Chambres du conseil et de concepts tels que la cassation, le procureur et l'avocat. Le livre montre aussi comment les Bourguignons firent de l'art leur ambassadeur, avec des œuvres créées à Dijon, à Bruges et Gand par des artisans venus de Termonde, Ypres, Haarlem ou Nimègue. « Alors que les Ducs unifiaient leur territoire à coup de champs de bataille, de mariages et de réformes, naissaient sous leur protection, les œuvres inoubliables



**Philippe Le Bon, l'un de ses Ducs batailleurs et conquérants et l'un de nos pères fondateurs.**

© D.R.

de Jan Van Eyck, Rogier Van der Weyden ou Hugo van der Goes. »

La littérature ? Elle est aussi bourguignonne : « Les Ducs obligeaient ceux qui leur rendaient visite à raconter les blagues les plus grossières. Et voilà qui donne le premier recueil de nouvelles (érotiques) en français, publié sous le nom de Cent nouvelles nouvelles et dictées à Bruxelles, à l'endroit même où aujourd'hui Philippe et Mathilde font des réussites. »

### Un incomparable conteur

C'est cela aussi Bart Van Loo, le mélange entre la maîtrise d'un sujet historique dans ses moindres détails, l'écriture d'un livre et sa présentation sur scène, digne d'un incomparable conteur. « Je veux faire de l'histoire qui parle aux gens », nous dit cet amoureux de Brel et d'Aznavor. « D'où venons-nous ? C'est de cette question qu'est né le livre. Je propose au lecteur le voyage vers ses origines par un récit qui lui fait revivre au gré des chapitres, un millénaire oublié, puis un siècle bourguignon, une décennie fatale, une année décisive (1482), un jour à ne pas oublier (20 octobre 1496), et in fine, le dernier des Bourguignons : Charles Quint. »

Des leçons à tirer de nos ancêtres les Bourguignons ? « Nous vivons à nouveau des temps identitaires. On ne cesse d'évoquer "notre" langue, "notre" pays", "notre" histoire, "nos" valeurs. Je trouve très important qu'une personne, sans aucune idéologie, s'empare de l'histoire pour y chercher le moment où nous sommes devenus ce que nous sommes, Néerlandais, Belges, Flamands ou Wallons. Si notre identité collective existe, elle vient de l'époque bourguignonne et est tout sauf monolithique. »

Bientôt la version française ? Bart Van Loo en rêve, d'autant, dit-il, que « cet angle d'attaque bourguignon ne permet pas seulement de redécouvrir notre histoire mais aussi l'histoire de France : la guerre de Cent ans, Jeanne d'Arc, Bourguignons et Armagnacs... une sorte de *Game of Thrones* médiéval, européen et documenté. D'ailleurs dans un mail, il nous rappelle : « Ce livre, je l'ai aussi écrit pour mon épouse qui est bourguignonne, lettrée mais ne savait rien de cette histoire. » Le succès ? Il l'étonne mais le ravit : « Les gens veulent apprendre, qu'on se le dise. » ■



De Bourgondiërs.  
Aartsvaders van de Lage  
Landen  
BART VAN LOO  
De Bezige Bij  
604 pages